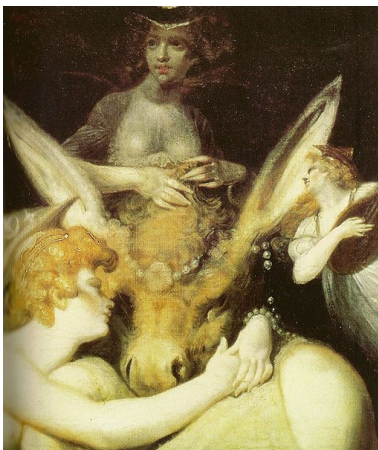


<http://collectiflieuxcommuns.fr/?727-une-humanite-prise-dans-un>



... une humanité prise dans un mouvement brownien perpétuel...

- Documents extérieurs - Idéologies, mythes et fausses subversions - Libéralisme, capitalisme, marché -



Date de mise en ligne : jeudi 22 mai 2014

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Extrait de la scolie IV du livre de J.C. Michéa Â« Le complexe d'Orphée. La gauche, les gens ordinaires et la religion du progrès Â», Climats 2011, p.142-153.

Au centre de l'imaginaire libéral on trouve la célèbre maxime de l'intendant Gournay (1712-1759) « laissez faire, laissez passer ». L'une des implications logiques de ce dogme fondateur est la nécessité de reconnaître aux individus du monde entier « le droit élémentaire de circuler et de s'installer où ils veulent » [1]. Droit « élémentaire » dont l'abolition intégrale des frontières ne représente, dans le programme libéral, qu'une application parmi d'autres [2]. Il serait évidemment absurde d'en déduire qu'une société postcapitaliste devrait restreindre au maximum la libre circulation des choses et des individus ou qu'elle devrait fixer à jamais chaque citoyen dans une activité particulière [3]. En réalité, la seule question qui importe est de savoir si une société qui *encouragerait* ainsi le « nomadisme » et la mobilité perpétuelle (qu'elle soit géographique ou professionnelle) â€” et dont, par conséquent, le mouvement brownien des individus atomisés serait devenu l'état naturel â€” pourrait garantir à l'ensemble de ses membres une existence véritablement humaine (puisque telle est la conviction de Badiou et de tous les libéraux).

À mon sens, il existe au moins trois séries de raisons qui invitent à critiquer ce principe d'une société fondée sur l'idéal de *mobilisation générale* (ou de « vie liquide » si on préfère le concept proposé par Zygmunt Bauman). Il y a tout d'abord des raisons écologiques. Un monde où des milliards d'individus seraient pris dans un tourbillon touristique incessant poserait (outre les problèmes d'intendance, d'hôtellerie ou de logements d'accueil) [4] un problème énergétique majeur. À moins de supposer que tous les déplacements aient lieu en bicyclette (mais j'imagine mal les disciples de Badiou se rendre ainsi en Chine), il est clair que les ressources en kérosène (pour ne rien dire des effets de la pollution) seraient notoirement insuffisantes pour alimenter ce ballet féerique où des millions d'avions se croiseraient chaque jour dans le ciel (c'est pourquoi j'ai proposé d'appeler la « gauche kérosène » les défenseurs de ce nomadisme intégral). Ensuite, l'idée si chère à Michel Rocard et Jacques Attali selon laquelle chacun, dans la société du futur, devra tout au long de sa vie changer dix fois de profession et de site géographique [5] (en privilégiant autant que possible l'installation « à l'international ») a sans doute un sens dans une logique capitaliste de l'*emploi*, mais elle n'en a à peu près aucun dans celui d'une logique des *métiers*. Ceux-ci, en effet, exigent un apprentissage technique et un savoir-faire pratique qu'on ne peut acquérir qu'avec beaucoup de temps et d'efforts et qui supposent, par conséquent, un certain degré de vocation, de constance et de stabilité. On peut sans doute devenir, du jour au lendemain, « technicien de surface » à Amsterdam ou livreur de pizzas à Dubaï, mais il est profondément illusoire de penser, comme Michel Rocard, qu'on pourrait être successivement chirurgien à Londres, plombier à Taïwan, astrophysicien à Prague, professeur d'éducation physique à Nouméa et pour finir, viticulteur au Mexique [6]. Dans la pratique, un monde régi par le mouvement brownien des individus atomisés serait donc, *sauf pour quelques minorités privilégiées* (comme, par exemple, les hommes d'affaires, les artistes du showbiz ou l'élite universitaire), un monde où prédominerait nécessairement les emplois précaires, les *junk jobs* et les contrats à durée déterminés. Une simple variante appauvrie, en somme, de celui dans lequel nous vivons déjà.

Enfin, et surtout, une société dans laquelle la condition des *gens du voyage* [7] - ou des migrants - serait devenue le modèle de toute existence légitime (si romantique que l'idée apparaisse à première vue) ne serait guère propice à l'exercice d'un véritable pouvoir populaire. On se souvient, en effet, de la célèbre formule d'Abraham Lincoln. Il est toujours possible - disait-il - de tromper quelqu'un tout le temps (un individu peut évidemment demeurer naïf toute sa vie) ou tout le monde quelque temps. Mais - ajoutait-il - il est impossible de « tromper tout le monde tout le temps ». Le fondement logique de cette conviction optimiste - qui légitime le recours au suffrage universel [8] - c'est l'idée qu'avec le temps une communauté donnée finit toujours par accumuler une expérience collective suffisante des hommes et des choses et qu'elle devient ainsi progressivement capable de juger lucidement ceux qui briguent ses suffrages. Un tel raisonnement repose cependant sur un postulat implicite. Celui que le noyau dur d'une telle communauté conserve au fil du temps (l'expérience pouvant, bien sûr, se transmettre de génération en génération) un minimum de stabilité. Dans l'hypothèse, au contraire, où la logique d'un turn-over permanent deviendrait, pour

une raison ou une autre, la loi d'existence de cette communauté (dont la composition humaine - à l'image de celle des mégapoles contemporaines - ne cesserait, par conséquent, de se modifier et de s'étendre), il est clair que la constitution d'une expérience politique *commune* deviendrait rapidement problématique et que les possibilités de « tromper tout le monde tout le temps » en seraient accrues d'autant (le fait que, dans bien des *agglomérations* modernes, des politiciens cyniques ou corrompus se voient indéfiniment réélus le prouve déjà suffisamment) [9].

L'idée d'une société libérale-deleuzienne [10] reposant sur le nomadisme généralisé (idée qui revient, en somme, à généraliser le mode de vie bohème des étudiants issus de la bourgeoisie européenne â€” conformément au principe de *L'Auberge espagnole* de Cédric Klapisch) semble donc difficilement compatible avec celle d'un véritable « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ». Cela n'implique pas, encore une fois, qu'une société décente prohiberait les voyages ou ignorerait les échanges internationaux (bien qu'il soit assurément absurde d'imaginer un monde socialiste dont la multiplication des automobiles et la destruction touristique de la planète représenteraient l'un des objectifs premiers). Cela signifie d'abord qu'une telle société s'efforcera d'emblée de rompre avec la logique et l'imaginaire d'un système politique dont *toutes* les structures économiques et culturelles encouragent (et, de plus en plus, *contraignent*) les individus à adopter un mode de vie fondé sur le mouvement perpétuel, la croissance infinie et la soumission aux impératifs toujours changeants de la mode. Cette critique socialiste de l'imaginaire libéral et progressiste comporte, naturellement, un volet philosophique plus positif. Elle implique, entre autres, qu'on réhabilite les idées de lenteur [11], de simplicité volontaire, de fidélité à des lieux, des êtres ou des cultures et, avant tout, l'idée fondamentale selon laquelle il existe (contrairement au dogme libéral) un véritable *art de vivre* dont la convivialité [12], l'éducation du goût dans tous les domaines et le droit à la « paresse » (qui ne saurait être confondue avec la simple fainéantise) constituent des composantes fondamentales.

De toute façon, les paramètres matériels et écologiques de la question ne nous laissent qu'un choix restreint. À partir du moment, en effet, où nous avons intégré le fait que les ressources naturelles de la planète â€” tout comme sa capacité de charge â€” sont, par définition *limitées*, il apparaît aussitôt que ce tourbillon perpétuel et cette agitation anxieuse qui définissent le mode de vie superficiel des élites modernes (et de tous ceux qui en ont intériorisé l'imaginaire touristique) ne peuvent, par définition, être *universalisés sans contradiction*. Qu'on le veuille ou non, le droit « élémentaire » de circuler et de s'installer « où l'on veut » est donc condamné à demeurer le privilège de quelques-uns â€” quand bien même ces quelques-uns s'efforceraient de masquer ce privilège d'enfant gâté sous la noble apparence du « cosmopolitisme » et de l'« antiracisme » [13].

[1] Alain Badiou, *De quoi Sarkozy est-il le nom ?* (Lignes, 2007, p. 74). Pour un développement complet du point de vue libéral sur la question, on lira l'ouvrage du sociologue Jean Viard (ancien conseiller politique, à Marseille, de Jean-Noël Guérini), *Éloge de la mobilité. Essai sur le capital temps libre et la valeur travail* (Éditions de l'Aube, 2006).

[2] La revendication d'une abolition intégrale des frontières a connu sa formulation la plus radicale et la plus cohérente avec le mouvement « anationaliste » né â€” au début du XXe siècle â€” dans le cadre de cette extrême gauche espérantiste dont Lanti â€” pseudonyme d'Eugène Adam â€” était le théoricien le plus subtil (Orwell l'avait rencontré à plusieurs reprises lors de ses séjours parisiens). Son *Manifesto de la sennaciistoj* (d'abord publié de façon anonyme à New York en 1931) reste un texte dont la rigueur philosophique est incomparablement supérieure à tout ce que l'idéologie sans-frontériste a pu produire depuis (il faut dire que Lanti â€” dont l'oeuvre était marquée à la fois par Marx et par Nietzsche â€” maintenait dans toutes ses analyses une référence permanente à la lutte des classes).

[3] Platon notait déjà (*Les Lois*, livre XII, 950b) que « n'accueillir aucun visiteur et n'aller jamais soi-même à l'étranger est d'abord absolument impossible et paraîtrait aux yeux des autres hommes comme un trait de sauvagerie et de manque de sociabilité. On s'attirerait le nom *ignominieux* de « bannisateurs d'étrangers », comme on dit, et l'on aurait des manières arrogantes aux yeux du monde ». Comme on le voit, l'attitude bienveillante envers les étrangers â€” dans laquelle la gauche citoyenne trouve la confirmation de sa grandeur d'âme incomparable et de sa modernité absolue â€” n'a, en réalité, rien de bien nouveau. Elle était déjà à la portée d'un défenseur de l'aristocratie esclavagiste au IVe siècle avant notre ère.

[4] Si le droit de s'installer où l'on veut est réellement un « droit élémentaire » (et donc « opposable ») de tous les habitants de la terre, rien n'interdit donc, en théorie, que des centaines de millions d'individus choisissent au même moment de s'installer dans la même région du globe (c'est d'autant plus vraisemblable que les destinations « librement » choisies par l'*homo mobilis* doivent beaucoup à la « loi » de l'offre et de la demande et à l'imaginaire mimétique imposé par la mode et la culture *mainstream* : aujourd'hui Los Angeles, demain Hong Kong, Dubaï, Sidney ou Moscou). Dans l'hypothèse libre-circulationniste, chaque région du monde devrait donc garantir en permanence (sous peine d'être accusé de « xénophobie » et de « racisme » par les associations sans-frontiéristes locales) des capacités d'accueil démesurées à l'ère on songe à la ville fantôme de Sesena en Espagne à l'ère et généralement provisoires (puisque la mode est, par essence, changeante). L'univers *liquide* dont rêvent Badiou, le Medef et les « sans-frontiéristes » ne pourrait donc logiquement conduire qu'à renforcer dans des proportions encore plus délirantes ce qu'Orwell appelait déjà le « règne du béton et de l'acier » (règne monstrueux et impitoyable, qui peut même, à l'occasion, se dissimuler sous la bannière, pourtant si *légitime*, du « droit au logement »). C'est sans doute ici que l'on peut commencer à comprendre les dessous réels du fameux « nomade Bouygues » [Emmanuel Terray à l'ère l'un des principaux théoriciens de la lutte pour la régularisation de tous les « sans-papiers » à l'ère a d'ailleurs eu l'honnêteté de le reconnaître : « La portée *révolutionnaire* des exigences portées par les migrants à l'ère écrit-il à l'ère est qu'elles reviennent à demander au capitalisme d'être fidèle à ses principes » (Le Monde, 8 avril 2001). Un « capitalisme fidèle à ses principes » : on ne pouvait effectivement pas mieux définir le programme révolutionnaire de la nouvelle extrême gauche libérale.].

[5] Du point de vue d'un Michel Rocard à l'ère ou des pieux spectateurs de Canal Plus à l'ère, on ne peut, sans doute, rien imaginer de plus *réactionnaire* qu'une famille de province dans laquelle on serait ébéniste, marin pêcheur ou horloger de « père en fils ». Une telle obstination à perpétuer la tradition familiale (autre qu'elle serait « inadaptée à l'économie moderne ») apparaît manifestement comme l'un des signes les plus sûrs que le ventre de la bête immonde est toujours fécond. Il est cependant curieux qu'une critique aussi intransigeante des méfaits de la filiation s'arrête généralement au seuil de l'univers impitoyable du showbiz et des médias. Celui-ci constitue pourtant l'un des domaines où le privilège familial est quasiment héréditaire (quel que soit, d'ailleurs, le talent réel des héritiers ou des héritières) jusqu'à s'étendre désormais, sur plusieurs générations. Mais, sans doute, s'agit-il simplement de ce qu'on appelle l'« exception culturelle ».

[6] Si l'on veut bien admettre que le métier de paysan est l'un de ceux qui à l'ère du fait de son enracinement dans un territoire donné à l'ère exige le plus de constance et de stabilité (la patience, l'obstination et la vision à long terme sont, par excellence, des vertus paysannes), on doit donc en conclure qu'il est condamné à s'effacer progressivement dans la société mobile, sans frontières, et pilotée « en temps réel » que nous préparons les idéologues libéraux. Le monde de demain sera donc un monde dans lequel on ne mangera plus (ou alors seulement des insectes préparés par des cyber-cuisiniers). Sur tous ces problèmes, évidemment cruciaux pour l'avenir de l'humanité, je renvoie au beau film de Coline Serreau, *Solutions locales pour un désordre global*.

[7] Je prends, ici, l'expression de « gens du voyage » dans son sens littéral. Quant au monde effectif des Gitans, il nous rappelle que les *véritables* civilisations nomades (des Touaregs aux Turkanas) n'ont évidemment rien à voir avec un mouvement brownien d'individus atomisés. Elles se fondent toujours, au contraire, sur une identité culturelle extrêmement forte (et revendiquée comme telle) et sur un sens aigu de la tradition et des valeurs religieuses et familiales. De ce point de vue, l'engouement que la gauche « citoyenne » affiche de façon si ostensible pour l'univers des Tziganes, des Roms ou des Gitans apparaît singulièrement contradictoire, voire un tantinet hypocrite et indécent (dans l'hypothèse, du moins, où cette gauche aurait remarqué la contradiction. Mais peut-être suis-je trop charitable en supposant qu'il lui arrive de *penser*). Cet univers des « gens du voyage » incarne, en effet, tout ce qu'une gauche libérale moderne diabolise par ailleurs comme « identitaire », « réactionnaire » ou « fasciste ».

[8] Il est vrai qu'Alain Badiou est, sur ce point, d'une cohérence totale. « Je dois vous dire à l'ère écrit-il ainsi à l'ère que je ne respecte absolument pas le suffrage universel en soi. Tout dépend de ce qu'il fait » (*De quoi Sarkozy est-il le nom ?*, p. 42). C'est ce qu'il nomme fièrement dans *L'Explication* (Lignes, 2010, p. 135) son « aristocratie essentielle ». Un « aristocratie » qu'Augusto Pinochet aurait certainement approuvé avec enthousiasme.

[9] Orwell expliquait déjà par cette contradiction structurelle entre mobilité et démocratie l'étonnante aptitude des partis staliniens à persévérer dans leur être, malgré tous les démentis que leur infligeait la réalité. Le nouveau militant qui adhère au Parti, plein de zèle et d'enthousiasme à l'ère écrivait-il ainsi à l'ère commence naturellement par soutenir la bureaucratie dirigeante (en qui, au départ, il a forcément une confiance absolue) dans ses campagnes répétées pour exclure des militants plus anciens à l'ère à présent accusés de « déviations bourgeoises » ou de sabotage « hitléro-trotskiste ». Lorsque avec le temps à l'ère et grâce à l'expérience acquise de l'intérieur à l'ère il en vient, à son tour, à comprendre la vraie nature de l'organisation stalinienne, il est alors logiquement amené à rejoindre le combat des « oppositionnels ». Mais ce combat est condamné d'avance puisque, entre-temps, de nouveaux adhérents à l'ère mus par le même zèle des néophytes qui était autrefois le sien à l'ère sont venus renforcer le combat de la Direction (quant à elle évidemment inamovible) pour obtenir sa propre exclusion.

Pour Orwell, c'était précisément ce turn-over incessant des militants de base â€" engendré par la dialectique adhésion/exclusion (comme on le sait, les anciens communistes forment, de loin, le plus grand parti politique de France) â€" qui expliquait l'impossibilité de réformer les partis stalinien de l'intérieur. Notons, au passage, que c'est un procédé somme toute assez voisin qui a permis à Ségolène Royal, en 2007, d'obtenir l'investiture du parti « socialiste » grâce au vote d'adhérents de passage (auxquels une carte de séjour au parti avait été proposée pour la modique somme de 20 euros), adhérents dont le poids électoral s'était trouvé, de ce fait, provisoirement supérieur à celui des adhérents de souche.

[10] N'oublions pas que « déterritorialisation », en français, ne signifie rien d'autre que « délocalisation ». Il n'y a entre ces deux termes que la différence qui sépare le libéralisme poétique de Gilles Deleuze de son application prosaïque par les grands prédateurs du Marché.

[11] Je fais allusion, ici, au mouvement des « villes lentes », fondé en 1986 par Carlo Petrini (qui, en Italie, regroupe déjà 70 villes de moins de 60.000 habitants, et dont le principe s'étend désormais au monde entier, y compris aux États-Unis).

[12] Cf. Alain Caillé, Marc Humbert, Serge Latouche, Patrick Viveret, *De la convivialité* (La Découverte, 2011) et Serge Latouche, *Vers une société d'abondance frugale* (Mille et une nuits, 2011). Ainsi, bien sûr, que toute l'oeuvre d'Ivan Illich, plus actuelle que jamais.

[13] « Les ambitieux comprennent donc que le prix à payer pour l'ascension sociale est un mode de vie itinérant (*a migratory way of life*). C'est un prix qu'ils sont heureux de payer puisqu'ils associent l'idée de domicile fixe (*the idea of home*) aux parents et aux voisins inquisiteurs, aux commérages mesquins et aux conventions hypocrites et rétrogrades. » C'est pourquoi le multiculturalisme constitue d'abord l'idéologie spontanée de « ceux qui aspirent à appartenir à la nouvelle aristocratie des cerveaux ». Ce concept évoque essentiellement, à leurs yeux, « l'image agréable d'un bazar universel (*global bazaar*) où l'on peut jouir de façon indiscriminée de l'exotisme des cuisines, des styles vestimentaires, des musiques et de coutumes tribales du monde entier, le tout sans formalités inutiles et sans qu'il soit besoin de s'engager sérieusement dans telle ou telle voie. Les nouvelles élites sociales ne se sentent chez elles qu'en transit, sur le chemin d'une conférence de haut niveau, de l'inauguration de gala d'un nouveau magasin franchisé, de l'ouverture d'un festival international de cinéma, ou d'une station touristique encore vierge. Leur vision du monde est essentiellement celle d'un touriste â€" perspective qui a peu de chance d'encourager un amour passionné pour la démocratie » (Christopher Lasch, *La Révolte des élites*, Champs-Flammarion, 2007, p. 18). En présentant ainsi le « mode de vie itinérant » des nouvelles élites du capitalisme global, que décrivait Christopher Lasch sinon la psychologie profonde du nouvel homme de gauche ?